



| | |
|---|---|
|  PRÉFECTURE DE POLICE <i>Liberté Égalité Fraternité</i>  | Direction de l'Immobilier et de l'Environnement Bureau des Marchés Immobiliers |
|---|---|

Marché de Services - Prestation intellectuelle

Mission de maîtrise d'œuvre relative au projet d'aménagement d'un accès secondaire et d'un parking pour le futur commissariat d'Aulnay-sous-Bois sis 8 Avenue du Maréchal Juin (93600).

Règlement de la consultation (RC)

| | |
|--|--|
| Consultation n° Date limite de remise des plis | E2025BMI16 mercredi 4 mars 2026 à 12 h 00 |
|--|--|

1. **Objet du marché**

■ **Acheteur**

Préfecture de Police
1 bis rue de Lutèce
Paris - 75195 Cedex 04

■ **Description de la prestation**

Le présent marché de maîtrise d'œuvre porte sur mission de maîtrise d'œuvre relative au projet d'aménagement d'un accès secondaire et d'un parking pour le futur commissariat d'Aulnay-sous-Bois sis 8 Avenue du Maréchal Juin (93600).

Contexte de l'opération :

La présente opération comprend la création d'un accès secondaire à la parcelle sur laquelle sera implanté le futur commissariat d'Aulnay-sous-Bois, ainsi que la création de places de stationnement pour les fonctionnaires de Police. L'ensemble de la zone devra être sécurisé au moyen de clôtures, de vidéosurveillance et de contrôle d'accès.

L'enveloppe financière prévisionnelle des travaux est de 800 000 € HT (valeur mars 2025).

L'opération de travaux a pour objet l'aménagement d'un accès secondaire et de stationnement pour le futur commissariat d'Aulnay-sous-Bois.

■ **Missions confiées au titulaire**

Le présent marché a pour objet de confier au titulaire une mission de maîtrise d'œuvre comprenant :

Les missions de base :

- Avant-projet sommaire (APS) ;
- Avant-projet définitif (APD) ;
- Assistance pour la passation des contrats de travaux (ACT dont PRO / DCE) ;
- Etudes d'exécution (EXE)
- Etudes d'exécution Partielles (EXE Partielle)
- Examen de conformité - visa (VISA) ;
- Direction de l'exécution du contrat de travaux (DET) ;
- Assistance lors des opérations de réception et pendant la période de garantie de parfait achèvement (AOR) ;

La mission complémentaire confiée au maître d'œuvre est la suivante :

- Sûreté (SUR)
- Etude d'impact sur l'environnement

NB / Chaque élément de mission sera considéré comme une partie technique et sera assorti d'un montant.

Consultation n° E2025BMI16 : Marché public de maîtrise d'œuvre pour le projet d'aménagement d'un accès secondaire et d'un parking pour le futur commissariat d'Aulnay-sous-Bois sis 8 Avenue du Maréchal Juin (93600)

| Code CPV | Libellé CPV |
|------------|--|
| 71200000-0 | Services d'architecture |
| 71300000-1 | Services d'ingénierie |
| 71400000-2 | Services d'urbanisme et d'architecture paysagère |

Code nomenclature interne Préfecture de police : 37.011 Prestation de maîtrise d'œuvre.

■ **Caractéristiques principales du contrat**

| | |
|------------------|---|
| Type de contrat | Marché de services - maîtrise d'œuvre |
| Allotissement | Sans objet |
| Tranches | Sans objet |
| Lieu d'exécution | 8 Avenue du Maréchal Juin, Aulnay-sous-Bois (93600) |
| Durée | Le délai d'exécution des prestations court de la date de notification de l'ordre de service de démarrage des prestations jusqu'à l'expiration de la garantie de parfait achèvement. |
| Nature des prix | Prix global et forfaitaire |

■ **Allotissement**

Le marché n'est pas alloti au motif que l'acheteur n'est pas en mesure d'identifier des prestations distinctes.

■ **Procédure de passation :**

La procédure de passation utilisée est l'appel d'offres ouvert en application des articles R2124-2 et suivants du code de la commande publique. L'estimation du montant du marché étant supérieur au seuil des procédures formalisées et afin de permettre le plus large accès possible à la commande publique, l'acheteur a choisi de passer le marché selon la procédure d'appel d'offres ouvert conformément à l'article R212'-2 1° du code de la commande publique.

■ **Variante(s) obligatoire(s) imposée(s) par l'acheteur**

L'acheteur public n'impose aucune variante.

■ **Variante(s) à l'initiative des candidats**

Les variantes à l'initiative des candidats sont interdites.

■ **Option : Prestation Supplémentaires Eventuelles (PSE)**

Le marché ne comprend pas d'option type prestation supplémentaires éventuelles.

Consultation n° E2025BMI16 : Marché public de maîtrise d'œuvre pour le projet d'aménagement d'un accès secondaire et d'un parking pour le futur commissariat d'Aulnay-sous-Bois sis 8 Avenue du Maréchal Juin (93600)

■ **« Clause sociale de formation sous statut scolaire » au bénéfice de jeunes en situation de décrochage scolaire**

Afin de promouvoir la diversité et combattre l'exclusion, la Préfecture de police souhaite mobiliser les entreprises dans le cadre de sa politique d'Achats responsables.

En application des articles L2112-2 et L2112-4 du Code de la commande publique 2019, les soumissionnaires doivent obligatoirement proposer une action permettant la formation d'un ou plusieurs jeunes en situation de décrochage scolaire, de 16 à 25 ans, suivie par la Mission de Lutte contre le Décrochage Scolaire (MLDS) du ministère chargé de l'Education nationale.

Cette exigence se présente sous la forme d'un volume horaire minimum et constitue une condition d'exécution du présent marché.

Le volume horaire minimum exigé est celui indiqué dans le cahier des clauses administratives particulières à l'article « Clause sociale – Action de formation sous statut scolaire au bénéfice de jeunes en situation de décrochage scolaire ». Il est à réaliser pendant toute la durée du marché. Néanmoins, les soumissionnaires peuvent dépasser ce volume horaire s'ils le souhaitent.

Les soumissionnaires doivent impérativement compléter l'annexe 1 du CCAP à savoir la Fiche entreprise « Proposition d'un parcours pour un jeune en situation de décrochage scolaire ». Celle fiche constitue le cadre de réponse concernant leur engagement concernant la clause sociale prévue au contrat.

L'attention des soumissionnaires est attirée sur le fait qu'ils doivent s'engager à accomplir la clause sociale et remplir la fiche entreprise de manière la plus exhaustive possible en tenant compte du public concerné.

Le défaut de transmission de la fiche entreprise dûment complétée avec les informations requises rend automatiquement l'offre du soumissionnaire irrégulière.

■ **Réponse et groupement**

Les opérateurs économiques peuvent se présenter sous forme d'entreprise individuelle ou de groupement conjoint ou solidaire.

En application de l'article R.2142-21 du Code de la commande publique, il est interdit aux opérateurs économiques de présenter pour le présent marché plusieurs offres en agissant à la fois :

1° En qualité de soumissionnaires individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ;

2° En qualité de membres de plusieurs groupements.

Sans préjudice du I de l'article L.2141-13 du Code de la commande publique, la composition du groupement ne peut être modifiée entre la date de remise des candidatures et la date de signature du marché public. Toutefois, en cas d'opération de restructuration de société, notamment de rachat, de fusion ou d'acquisition ou, si le groupement apporte la preuve qu'un de ses membres se trouve dans l'impossibilité d'accomplir sa tâche pour des raisons qui ne sont pas de son fait, il peut demander à l'acheteur l'autorisation de continuer à participer à la procédure de passation en proposant, le cas échéant, à l'acceptation de l'acheteur, un ou plusieurs nouveaux membres du groupement, sous-traitants ou entreprises liées. L'acheteur se

Consultation n° E2025BMI16 : Marché public de maîtrise d'œuvre pour le projet d'aménagement d'un accès secondaire et d'un parking pour le futur commissariat d'Aulnay-sous-Bois sis 8 Avenue du Maréchal Juin (93600)

prononce sur cette demande après examen de la capacité de l'ensemble des membres du groupement ainsi transformé et, le cas échéant, des sous-traitants ou entreprises liées présentés à son acceptation, au regard des conditions de participation qu'il a définies.

La forme du groupement n'est pas imposée.

En application de l'article R.2142-22 du Code de la commande publique, l'acheteur impose que le mandataire du groupement conjoint soit solidaire, pour l'exécution du présent marché, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles.

Le soumissionnaire ne peut pas répondre en tant que titulaire et/ou cotraitant d'un ou plusieurs groupements. Dans le cas contraire, tous les groupements sont éliminés.

■ **Délai validité des offres**

Le délai de validité des offres est de 180 Jours à compter de la date limite de réception des offres.

■ **Modalités de retrait du dossier de consultation**

Le dossier de consultation est disponible de manière électronique sur le profil acheteur :

<https://www.marches-publics.gouv.fr>

■ **Dossier de consultation**

Le Dossier de Consultation des Entreprises (DCE) contient les documents suivants :

- Lettre de candidature (DC1) ;
- Déclaration du candidat (DC2) ;
- Déclaration de sous-traitance (DC4) ;
- L'Acte d'engagement ;
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses annexes :
 - Annexe 1 « convention interchange Ediflex MOE » ;
 - Annexe 2 « convention interchange Ediflex Travaux » ;
 - Annexe 3 : Fiche entreprise « proposition d'un parcours pour un jeune en situation de décrochage scolaire » ;
 - Annexe 4 : « Clause sociale de formation sous statut scolaire : mode d'emploi » ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses annexes :
 - Annexe 1 : « AE DPGF »
 - Annexe 2 « Programme sommaire »
 - Procédure des cartes d'accès aux sites de la préfecture de Police ;
 - La charte de confidentialité
 - Le schéma de principe de l'accès secondaire et des places de stationnement ;
 - Le plan de masses du futur commissariat ;
 - Le cahier des charges simplifié

Consultation n° E2025BMI16 : Marché public de maîtrise d'œuvre pour le projet d'aménagement d'un accès secondaire et d'un parking pour le futur commissariat d'Aulnay-sous-Bois sis 8 Avenue du Maréchal Juin (93600)

- Les référentiels de la Préfecture de Police (sûreté, DILT, vidéosurveillance, contrôle d'accès).
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés publics de maîtrise d'œuvre (CCAG/MOE) issu de l'arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de maîtrise d'œuvre (JORF n°0078 du 1^{er} avril 2021 - NOR : ECOM2106877A) ;
- Le cahier des charges BIM du maître d'ouvrage ;
- Les clauses du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de travaux (CCAG/Travaux) issu de l'arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de travaux (JORF n°0078 du 1^{er} avril 2021 - NOR : ECOM2106871A) précisant le rôle du maître d'œuvre dans le cadre de l'exécution des marchés de travaux ;
- L'offre technique du maître d'œuvre, composée des pièces écrites et éventuellement graphiques, complétée le cas échéant des éléments apportés à l'issue des négociations.
- La Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF) comprenant la répartition des honoraires par élément de mission et par cotraitant ;
 - Ce document n'est considéré comme document contractuel que pour la détermination des prix unitaires servant au règlement des situations en mensuelles d'acomptes et de prestations supplémentaires pouvant être commandés par le maître d'ouvrage.

■ **Visite des lieux ou consultation sur place de documents**

La visite du site n'est pas obligatoire mais le site est librement accessible.

Le candidat remettra un document d'engagement moral attestant de sa prise en compte des contraintes du site.

2. **Présentation des propositions**

■ **Modalités de remise des candidatures**

Les candidatures doivent être adressées avant les dates et heures limites indiquées en page de garde, de manière électronique sur le profil acheteur :

<https://www.marches-publics.gouv.fr>

Les modalités de remise des plis sont fixées en annexe 1 au présent règlement de consultation.

Les propositions doivent être remises en euros et rédigées en langue française. Si les propositions sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français.

Il est rappelé que si plusieurs plis sont transmis par un même opérateur économique, seul le dernier reçu dans le délai fixé pour la remise des offres sera ouvert.

■ **Contenu des plis**

A l'appui de leur candidature, les opérateurs économiques doivent fournir :

Consultation n° E2025BMI16 : Marché public de maîtrise d'œuvre pour le projet d'aménagement d'un accès secondaire et d'un parking pour le futur commissariat d'Aulnay-sous-Bois sis 8 Avenue du Maréchal Juin (93600)

| Document | Descriptif |
|--|---|
| Certificats de qualification professionnelle ou équivalent | <p>Des certificats de qualification professionnelle établis par des organismes indépendants. Dans ce cas, le maître d'ouvrage accepte tout moyen de preuve équivalent ainsi que les certificats équivalents d'organismes établis dans d'autres Etats-membres.</p> <p>Qualification 1415 : Etude de systèmes de sûreté</p> <p>Qualification 1426 : Etude de l'alimentation électrique des Infrastructures de Recharge pour Véhicules Electriques (IRVE)</p> <p>Qualification 1921 : Ingénierie d'ouvrages de bâtiment dans le cadre de projets développés en BIM</p> <p>Qualification 0702 : Etude paysagère</p> <p>Qualification 2111 : Maîtrise d'œuvre de génie écologique</p> <p>OPQTECC 2 : Economie de la construction en Etude de maîtrise d'œuvre avec Mention BIM et Développement durable...</p> |
| Chiffre d'affaires | <p>Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les fournitures, services ou travaux objet du marché, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de la création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles.</p> <p>L'opérateur économique doit justifier d'un chiffre d'affaire annuel en moyenne au moins égal à 270 000 € HT sur les trois dernières années.</p> <p>En application de l'article 3 de l'ordonnance n°2020-738 du 17 juin 2020 portant diverses mesures en matière de commande publique, le pouvoir adjudicateur ne prendra pas en compte de la baisse de chiffre d'affaires intervenue au titre du ou des exercices sur lesquels s'imputent les conséquences de la crise sanitaire liée à l'épidémie de COVID-19.</p> |
| Déclaration des effectifs moyens | <p>Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pendant les trois dernières années.</p> |

| Document | Descriptif |
|--|--|
| Déclaration des banques | Une déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels pertinents. |
| Lettre de candidature (DC1) | Lettre de candidature-Habilitation du mandataire par ses cotraitants (DC1 disponible sur http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat) |
| Déclaration du candidat (DC2) | Déclaration du candidat individuelle ou du membre du groupement (DC2 disponible sur http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat) |
| Déclaration de sous-traitance (DC4) | Seulement en cas de présentation des capacités professionnelles techniques et financières d'un sous-traitant. (DC4 disponible sur https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat) |
| Pouvoirs | Le document attestant des pouvoirs de la personne habilitée à engager la société. Si cette personne est habilitée de droit à engager la société, elle peut fournir : un extrait K bis, les statuts de la société, la délibération du conseil d'administration ou tout autre document. Si elle agit en vertu d'une délégation de pouvoir, elle devra fournir une attestation de délégation signée par la personne habilitée de plein droit à engager la société et tout document attestant que la personne qui délègue est elle-même habilitée à engager la société. |
| Une liste des principales livraisons effectuées ou des principaux services fournis au cours des trois dernières années | Une liste des principales livraisons effectuées ou des principaux services fournis au cours des trois dernières années ou, pour les marchés publics de défense ou de sécurité, au cours des cinq dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Le cas échéant, afin de garantir un niveau de concurrence suffisant, l'acheteur peut indiquer que les éléments de preuve relatifs à des produits ou services pertinents fournis il y a plus de trois ans seront pris en compte. Les livraisons et les prestations de services sont prouvées par |

| Document | Descriptif |
|----------|--|
| | des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique |

Si le candidat s'appuie sur les capacités d'autres opérateurs économiques conformément à l'article R.2143-12 du Code de la commande publique, il doit justifier des capacités de ce ou ces derniers en apportant la preuve qu'il en disposera pour l'exécution du présent marché. Cette preuve peut être apportée par tout moyen approprié.

L'opérateur économique peut remettre un document unique de marché européen (DUME) rédigé en français en lieu et place des documents et renseignements demandés par l'acheteur aux fins de vérification de l'aptitude à répondre aux marchés publics, à exercer l'activité professionnelle, de la capacité économique et financière et des capacités techniques et professionnelles.

L'opérateur économique n'est pas tenu de fournir les documents et renseignements que l'acheteur peut obtenir par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations, administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que le candidat mentionne dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système et que l'accès soit gratuit.

En outre, pour chaque sous-traitant présenté dans l'offre, le candidat devra joindre, en plus de l'annexe à l'acte d'engagement :

- Les capacités professionnelles et financières du sous-traitant ;
- Une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.

L'offre des candidats est composée des documents suivants :

| Document | Descriptif |
|---|--|
| Acte d'engagement | Le candidat doit obligatoirement remplir l'acte d'engagement rédigé par l'acheteur joint au dossier de consultation des entreprises. Tout acte d'engagement résultant d'un modèle établi par le candidat sera automatiquement rejeté. |
| Décomposition du Prix Global et Forfaitaire | La décomposition du prix global et forfaitaire devra être remise au format Excel ou équivalent. |
| Calendrier prévisionnel | Le candidat fournira un calendrier prévisionnel d'exécution des travaux détaillé |
| Engagement moral du candidat | Le candidat fournira un engagement moral attestant de sa visite du site avant l'établissement de son offre et de sa prise en compte de toutes les difficultés, sujétions et contraintes propres à l'exécution des travaux. |
| Mémoire technique ou Cadre de réponse technique | <p>L'offre technique du candidat doit être établie et rédigée en répondant à l'ensemble des critères d'attribution énoncés au présent règlement de consultation, accompagnée des pièces requises.</p> <p>Le mémoire technique ou cadre de réponse technique a pour objet de juger la qualité technique de l'offre de l'entreprise. Les renseignements indiqués dans ce mémoire technique explicatif ou cadre de réponse technique doivent être seulement et strictement liés à l'opération objet de la présente consultation. Ils ne doivent pas être de simples énumérations de l'organisation des moyens généraux de l'entreprise.</p> <p>Afin de faciliter la lecture et la compréhension de son offre, il est demandé à chaque candidat de rédiger sa réponse technique en respectant strictement l'ordonnancement et les intitulés des sous critères figurant dans le règlement de consultation. Il est attendu du candidat à ce qu'il réponde clairement et exhaustivement à chaque sous-critère pour permettre d'apprécier au mieux son offre.</p> <p>Seules les réponses à ces points seront prises en compte pour les</p> |

| Document | Descriptif |
|---------------------------------|---|
| | notations du critère « valeur technique ». Le non-respect des sous-critères est susceptible d'affecter la note technique du candidat en cas de réponse confuse ou désordonnée. |
| Fiche entreprise clause sociale | L'annexe 1 au CCAP relative à la Proposition d'un parcours pour un jeune en situation de décrochage scolaire renseignée. |

3. *Jugement des offres*

■ *Critères de sélection des candidats*

Les candidatures seront analysées et sélectionnées en fonction des critères suivants :

| Critère | Complément |
|---|------------|
| 1. Garanties et capacités techniques, professionnelles et financières | Sans objet |

■ *Critères de jugement des offres*

Les offres sont analysées et classées en fonction des critères suivants :

| Critère | Complément |
|---------------------------|--|
| 1. Prix (pondération 40%) | <p>Le prix sera noté sur 100 points puis pondéré à 40% au regard du montant global et forfaitaire mentionné à l'article 4.2 de l'AE/CCP. Le nombre de points sera calculé par application de la formule suivante sous réserve de la cohérence de l'offre et qu'elle ne soit pas anormalement basse :</p> $\text{Note} = \frac{\text{Prix de de la solution de base la moins élevée HT}}{\text{Prix de la solution de base analysée HT}} \times 100$ <p>(*) Sous réserve que l'offre ne soit pas anormalement basse</p> <p>Les prix sont détaillés au moyen d'une décomposition du prix global et forfaitaire, et des prix unitaires, qui en indique les éléments constitutifs. En cas de contradiction entre le prix figurant sur l'annexe</p> |

| Critère | Complément |
|---|--|
| | <p>1 de l'AE/CCP et celui figurant à l'AE/CCP, le prix figurant à l'acte d'engagement prévaudra.</p> <p>Le candidat sera tenu de mettre sa DPGF en conformité dans ce cas.</p> |
| 2. Valeur technique (pondération 60%) | Valeur technique sera notée sur 100 points avec une pondération à 60% en fonction des sous-critères suivants : |
| Sous-critère 1: Pertinence et qualité des moyens humains envisagés pour la mission (50 points) | <p>Le soumissionnaire présente les moyens dédiés à l'opération. Dans ce cadre, il devra :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Présenter un organigramme fonctionnel présentant l'équipe dédiée pour l'exécution de la mission, avec identification de l'interlocuteur unique, de son suppléant, et du spécialiste en étude paysagère/ génie écologique ; ➤ Présenter les CV, attestations, formations et références de l'ensemble des membres de l'équipe ainsi que leurs années d'expérience ; ➤ Présenter un tableau indiquant le temps de présence prévisionnel de chaque intervenant par élément de mission ; ➤ Présenter les moyens (études et travaux) qui seront mobilisés en cas de retard à rattraper. |
| Sous-critère 2: Prise en compte des contraintes de l'opération (30 points) | <p>Le soumissionnaire présentera sa prise en compte de la compréhension des contraintes de l'opération. Dans ce cadre, il devra :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Présenter les contraintes du site qu'il aura relevées et qui pourraient impacter la vie de chantier, contraintes auxquelles il devra apporter des réponses au cours de ses études. Cela tient autant des contraintes physiques que des contraintes humaines. ➤ Préciser l'équipe qui sera en charge de l'élaboration d'une note de sûreté, ses références et commencera à indiquer les divers types de risques auxquels sera soumis le site ; ➤ Préciser l'équipe qui sera en charge de l'étude environnementale du site, et ses références ; |

| Critère | Complément |
|--|---|
| | <ul style="list-style-type: none"> ➤ Préciser les moyens mobilisés pour gérer les interactions avec le voisinage (lycée, gymnase, stade, collège, etc....) et concilier la phase chantier avec le fonctionnement des installations environnantes. |
| Sous-critère 3 : Aspect environnemental (20 points) | <ul style="list-style-type: none"> ➤ Fournir une note méthodologique présentant les différentes règles urbaines relatives au respect de l'environnement, ainsi que les risques que cela génèrerait pour le projet, en termes de faisabilité technique, financière et calendaire ; ➤ Fournir des références de résolution de problèmes environnementaux de même type que les risques recensés dans le présent projet ; |

■ **Négociations**

L'acheteur se réserve la possibilité de négocier avec les candidats. En cas de négociation, une (ou plusieurs) phase(s) de négociations aura (ont) lieu dans le respect du principe d'égalité de traitement des candidats.

A cette occasion, l'acheteur public négociera par voie dématérialisée ou par réunion dans les locaux de la Préfecture de police avec les candidats ayant déposé une offre. L'acheteur se réserve la possibilité d'attribuer le marché sur la base des offres initiales sans négociation, conformément à l'article R.2123-5 du code de la commande publique.

En tout état de cause, en cas de négociation, le candidat s'engage sur les réponses qu'il aura fournies dans le cadre de la négociation.

4. **Attribution du marché**

Le marché sera attribué à l'opérateur économique ayant proposé l'offre économiquement la plus avantageuse.

En cas d'égalité entre les soumissionnaires à l'issue de l'analyse des offres, l'offre retenue sera celle du soumissionnaire ayant obtenue la meilleure note au critère le plus fortement pondéré.

Avant notification du contrat, l'attributaire doit fournir les documents suivants :

| Document | Descriptif |
|---|---|
| Pièces à fournir par le candidat retenu | <ul style="list-style-type: none"> ▪ Une attestation d'assurance couvrant les prestations objet du marché en cours de validité ▪ Un relevé d'identité bancaire ou postal (RIB ou RIP) ▪ Dans le cas où l'immatriculation de l'entreprise au Registre |

Consultation n° E2025BMI16 : Marché public de maîtrise d'œuvre pour le projet d'aménagement d'un accès secondaire et d'un parking pour le futur commissariat d'Aulnay-sous-Bois sis 8 Avenue du Maréchal Juin (93600)

| Document | Descriptif |
|----------|---|
| | <p>du Commerce et des Sociétés (RCS) ou au Répertoire des Métiers (RM) est obligatoire, ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, l'un des documents suivants (article D 8222-5 du code du travail) :</p> <ul style="list-style-type: none"> ○ Un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou K bis) de moins de trois mois ou le numéro unique d'identification permettant à l'acheteur d'accéder aux informations pertinentes par le biais d'un système électronique mentionné au 1° de l'article R. 2143-13 ou, s'il est étranger, produit un document délivré par l'autorité judiciaire ou administrative compétente de son pays d'origine ou d'établissement, attestant de l'absence de cas d'exclusion ○ Une carte d'identification justifiant de l'inscription au répertoire des métiers ○ Un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers ou à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente. ○ Un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription. <ul style="list-style-type: none"> ▪ Dans le cas où il n'est pas tenu de s'immatriculer au RCS ou au RM et n'est pas en mesure de produire un extrait K ou Kbis ou une carte d'identification justifiant de son inscription au RM, le candidat individuel ou le membre du groupement doit produire le récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises. ▪ Attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales et sociales (arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des impôts, taxes et contributions ou cotisation sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution des contrats de la commande publique). Le soumissionnaire établi à l'étranger produit un certificat établi par les administrations et organismes du pays d'origine. |

| Document | Descriptif |
|----------|---|
| | <ul style="list-style-type: none"> Le cas échéant, le soumissionnaire produit les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du code du travail. <p>Si le candidat retenu a présenté un ou des sous-traitants, il doit également joindre à ses propres certificats, les certificats de son ou ses sous-traitants.</p> |

5. Renseignements complémentaires

Pour obtenir tous renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir au plus tard le **20/02/2026**, une demande sur le profil acheteur.

L'acheteur se réserve le droit d'envoyer au plus tard le **24/02/2026** des modifications de détail sur le dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier de consultation modifié.

Afin de respecter l'égalité des candidats devant l'accès à l'information, toute demande de renseignement recevable formulée par un candidat, sous réserve que cette demande ne contienne pas d'informations qui relèveraient du secret commercial et industriel ou de la vie privée, ainsi que la réponse qui lui est transmise, l'est aussi auprès des autres candidats.

Remarque : il est rappelé aux candidats qu'en cas de retrait anonyme du dossier de consultation sur la plate-forme de dématérialisation, le candidat n'aura pas accès aux différentes correspondances, et notamment la publication des questions/réponses ou encore la modification du dossier de consultation en cours de marché. Ces correspondances seront adressées uniquement aux candidats identifiés.

La responsabilité du Pouvoir Adjudicateur ne saurait être recherchée si le candidat a communiqué une adresse e-mail erronée ou n'a pas communiqué d'adresse électronique ou s'il n'a pas consulté ses messages en temps et en heure.

Il est précisé aux candidats que les réponses et précisions apportées par l'acheteur dans le cadre la consultation ont une valeur contractuelle lorsqu'elles portent sur les pièces contractuelles telles qu'elles sont énoncées au CCAP.

■ Voies et délais de recours

Tribunal Administratif de Paris

7, rue de Jouy

Paris 75004

Téléphone : 01 44 59 44 00

Site internet : greffe.ta-paris@juradm.fr

Consultation n° E2025BMI16 : Marché public de maîtrise d'œuvre pour le projet d'aménagement d'un accès secondaire et d'un parking pour le futur commissariat d'Aulnay-sous-Bois sis 8 Avenue du Maréchal Juin (93600)

■ **Organe chargé des procédures de médiation**

Le Médiateur des entreprises

98-102, rue de Richelieu

75002 PARIS

Téléphone : 01 53 17 89 92

Site internet : www.mediateur-des-entreprises.fr